

# Avèze : le Préfet interdit de reconstruire Monsieur Bricolage détruit par les CPF !

écrit par Daniel Pollett | 17 août 2017

## LES CHANCES POUR LA FRANCE, LES TRAVAILLEURS ET LE PRÉFET

En Janvier dernier, j'avais écrit un article à propos d'un magasin « Monsieur Bricolage » situé à Avèze, détruit par un incendie allumé par quelques cpf. Le personnel avait courageusement annoncé la réouverture du magasin au cours de cette année. Depuis, un magasin provisoire a été édifié sous chapiteau à quelques centaines de mètres. Le personnel y est toujours aussi aimable et compétent, les articles présentés à des prix raisonnables et il y a même un parking fléché.

Voir l'article :

<http://resistancerepublicaine.com/2017/01/29/incendie-de-mr-bricolage-les-vraies-chances-pour-la-france-ce-sont-ces-petits-patrons-qui-recommencent/>

Je vais ce jour y faire quelques achats et, surprise, j'apprends que le magasin va fermer. Je me renseigne plus complètement et apprends que le préfet du Gard attaque le permis de (re) construire au prétexte que l'endroit est situé en zone inondable ! Curieux, cette zone étant bâtie depuis des années, nul n'avait vu qu'il y avait un danger ? Il faudrait donc en toute logique raser le magasin de grande surface de marque connue et sa station-service situés au même endroit.

J'ai signé une pétition sur place, comme de nombreux clients.

Il paraît que l'attention du préfet aurait été sollicitée par

**la concurrence** ; celle-ci se passera de moi dans sa clientèle. Bref, peu de possibilités de réactions, sinon d'écrire au préfet du Gard :

Monsieur le Préfet

Préfecture

10 Avenue Feuchère, 30045 Nîmes Cedex 9

Voici donc que dans la France macronienne, les cpf peuvent incendier un magasin en privant 22 personnes de leur emploi sans risquer gros -il y a tant de circonstances atténuantes- et un préfet peut contester la réinstallation de ce magasin à l'endroit même où il était avant l'incendie. Tout pour les cpf et rien pour les Français qui se lèvent tôt pour travailler et faire vivre la France. Ce n'est pas le gouvernement ou le préfet qui vont proposer un endroit de recharge, alors que l'État achète avec nos impôts des hôtels pour loger les migrants. Cela va durer encore combien de temps ? Quand les sauvages auront tout détruit, qui paiera des impôts pour nourrir les politiciens ? Que nous restera-t-il, à nous et à nos enfants ? Que deviendra la France ?

**Daniel Pollett**